

Al-Haq, Al Mezan et le PCHR exhortent la communauté internationale à intervenir, alors que la violence des forces israéliennes et des colons s'intensifie en Cisjordanie

Description

Par Al-Haq, le 16 avril 2024



Photo : Al-Haq

Au milieu des attaques génocidaires d'Israël à Gaza, Al-Haq, Al Mezan Center for Human Rights et le Centre palestinien pour les droits de l'homme (PCHR) exhortent la communauté internationale, les acteurs privés et les entreprises à répondre aux attaques violentes généralisées contre les Palestiniens et leurs biens à travers la Cisjordanie. Les violentes attaques de l'armée israélienne et des colons ont [gagné en intensité](#) et en ampleur entre le 7 octobre 2023 et le 15 avril 2024, à 12h00, 435 Palestiniens, dont 112 enfants, ont été tués par les forces d'occupation israéliennes (IOF), onze Palestiniens, dont trois enfants, ont été tués par des colons, cinq Palestiniens ont été tués par des colons ou l'IOF et un Palestinien a été tué par un garde de colonie en Cisjordanie, y compris dans la partie orientale de Jérusalem, selon la documentation d'Al-Haq. La violence s'est considérablement intensifiée le 12 avril 2023 après la disparition d'un colon israélien de 14 ans, et des foules de colons israéliens violents ont commencé à attaquer les villages occupés de Cisjordanie. Al-Haq mène actuellement une enquête sur le terrain concernant les attaques de colons, les incendies criminels et les destructions de biens dans les villages d'Al-Mughayir, d'Abu Falah et de Beitin, au nord-est de Ramallah, de Douma, au sud-ouest de Naplouse, de Qusra, au sud de Naplouse et de Beit Furik, à l'est de Naplouse, au cours desquels au moins deux Palestiniens ont été tués, Jihad Afeef Sudqi Abu-Aliyye, 25 ans, et Omar Ahmad Abdul Ghani Hamed, 17 ans, et des dizaines d'autres ont été blessés.

Selon la documentation initiale d'Al-Haq, sous l'œil vigilant et la protection de l'IOF, un groupe d'environ 1 500 à 2 000 colons israéliens, y compris des colons armés, a fait une incursion et attaqué le village d'Al-Mughayir pendant environ huit heures le 12 avril 2024, et pendant environ quatre heures le jour suivant. Au cours de ces attaques, Jihad Abu-Aliyye a été tué d'une balle dans la tête alors qu'il protégeait l'une des maisons visées par les attaques des colons. Lorsque Jihad a été abattu, il faisait partie d'un groupe d'environ 25-27 Palestiniens sur le toit d'une maison palestinienne, qui était encerclée par environ 400 colons israéliens. Pendant une trentaine de minutes, Jihad a été laissé en sang alors que d'autres jeunes Palestiniens ne parvenaient pas à évacuer, leurs tentatives ayant été accueillies par d'autres tirs de colons israéliens. Malgré les tirs des colons israéliens et les agressions physiques de l'IOF, un groupe de Palestiniens a finalement pu porter et transférer Jihad dans une

ambulance palestinienne, qui lâ??a transfÃ©rÃ© au complexe mÃ©dical palestinien de Ramallah, oÃ¹ sa mort a Ã©tÃ© annoncÃ©e.

Au cours de ces deux jours, les colons israÃ©liens ont complÃ©tement brÃ»lÃ© 14 maisons, 13 enclos Ã© bÃ©tail, un vÃ©hicule de la dÃ©fense civile et trois garages Ã© voitures, et ont partiellement brÃ»lÃ© 15 maisons et quatre enclos Ã© bÃ©tail dans le village dÃ©Al-Mughayir. En outre, 60 vÃ©hicules ont Ã©tÃ© incendiÃ©s. Au total, quelques 76 Palestiniens ont Ã©tÃ© blessÃ©s, principalement par des colons israÃ©liens, et 18 sont toujours hospitalisÃ©s, dont trois femmes et deux enfants, Ã© lâ??heure oÃ¹ nous Ã©crivons ces lignes. Parmi eux, six Palestiniens ont Ã©tÃ© gravement blessÃ©s et trois dÃ©entre eux sont actuellement hospitalisÃ©s dans une unitÃ© de soins intensifs. Les colons israÃ©liens ont Ã©galement volÃ© 145 moutons et en ont tuÃ© 36 autres.

Le 13 avril 2024, vers 20h30, un groupe dÃ©environ 40 Ã© 50 colons israÃ©liens a attaquÃ©, une fois de plus, le village de Beitin. En rÃ©ponse, de jeunes Palestiniens se sont prÃ©cipitÃ©s pour repousser lâ??attaque des colons, dÃ©autant plus quÃ©un incendie criminel et des actes de vandalisme avaient Ã©tÃ© commis par des colons plus tÃ©t dans la matinÃ©e Ã© lâ??entrÃ©e est du village. Selon la documentation initiale dÃ©Al-Haq, Omar Hamed, un lycÃ©en et le plus jeune de ses frÃ©res et sÃ©urs, semblait Ã©tre parmi les premiers Ã© rÃ©pondre aux appels de dÃ©tresse des Palestiniens et Ã© arriver sur les lieux de lâ??attaque. Cependant, Ã© son arrivÃ©e et alors quÃ©il sortait de son vÃ©hicule dans lâ??intention de dissuader les colons attaquants, il a reÃ©Ã©u une balle dans la tÃ©te. AprÃ©s sa blessure, il a Ã©tÃ© transportÃ© par un vÃ©hicule civil au centre dÃ©Ein Yabrud, dÃ©oÃ¹ il a ensuite Ã©tÃ© transfÃ©rÃ© au complexe mÃ©dical palestinien. MalgrÃ© les tentatives de rÃ©animation, son dÃ©cÃ©s a Ã©tÃ© annoncÃ© peu aprÃ©s son arrivÃ©e Ã© lâ??hÃ©pital.

Dans le cadre de ces saccages, les colons israÃ©liens et lâ??armÃ©e israÃ©lienne ont fermÃ© les routes principales et les entrÃ©es des villages, et imposÃ© des restrictions de circulation aux points de contrÃ´le militaires. ArmÃ©s et soutenus par lâ??armÃ©e israÃ©lienne, les colons israÃ©liens se sont rassemblÃ©s et organisÃ©s et ont menacÃ© de Ã©« mettre le feu Ã© la Samarie [nord de la Cisjordanie] si lâ??adolescent nÃ©Ã©tait pas retrouvÃ© Ã©», comme on a pu le voir circuler sur les rÃ©seaux sociaux.

Le 13 avril 2024, des colons israÃ©liens ont incendiÃ© et jetÃ© des pierres sur des dizaines de vÃ©hicules et de maisons dans les villages de Douma, Qusra et As-Sawiya, au sud et au sud-est de la ville de Naplouse. Au cours de leurs attaques, les colons israÃ©liens ont Ã©galement brÃ»lÃ© 300 oliviers et des Ã©tables, et tuÃ© 40 moutons et plus de 10 000 poulets. Plus prÃ©cisÃ©ment, vers 12h00, des centaines de colons israÃ©liens, accompagnÃ©s par lâ??IOF, ont attaquÃ© le village de Douma, tirant Ã© balles rÃ©elles de maniÃ©re disproportionnÃ©e et directe sur les rÃ©sidents palestiniens, lanÃ©ant des pierres et brÃ»lant plusieurs vÃ©hicules et maisons. En consÃ©quence, cinq Palestiniens ont Ã©tÃ© blessÃ©s par des tirs Ã© balles rÃ©elles, des couteaux et des coups, selon la SociÃ©tÃ© palestinienne du Croissant-Rouge (PCRS). LÃ©IOF a entravÃ© le passage des ambulances du PCRS Ã© Douma, qui ont continuÃ© Ã© se voir refuser lâ??accÃ©s pendant environ trois heures. A Douma Ã©galement, lâ??IOF et les colons ont pÃ©nÃ©trÃ© dans plusieurs maisons et les ont fouillÃ©es, ont capturÃ© et interrogÃ© un certain nombre dÃ©habitants, et ont complÃ©tement brÃ»lÃ© cinq maisons et partiellement brÃ»lÃ© sept autres.

Dans le village de Qusra, vers 16h10 le mÃame jour, environ 150 colons israÃ©liens accompagnÃ©s de lâ??IOF, comme lâ??a rapportÃ© la municipalitÃ© de Qusra, ont attaquÃ© le village, tirÃ© Ã© balles

elles, br   des véhicules, des maisons et des magasins, bless   quatre Palestiniens avec des pierres et provoqué un certain nombre de cas de suffocation. Les FIO ont également attaqu   et battu une femme palestinienne. Selon la municipalit   de Qusra, ces attaques ont endommagé le réseau électrique à la suite de tirs de balles, et br   quatre poteaux électriques. De plus, selon la documentation d   *Al-Haq*, les colons israéliens ont br   cinq maisons et appartements lors de leur attaque du village de Qusra. Ces dernières attaques ont entraîné le déplacement forcé de cinq familles de Douma et de cinq autres familles de Qusra, dont les maisons ont été rendues compl  tement inhabitables à cause de ces incendies criminels. En outre, ces résidents souffrent d   un grand préjudice psychologique en voyant leurs maisons et leurs biens brûler sous leurs yeux, et en perdant tout sentiment de sécurité.

Ces   v  nements représentent un pic évident dans le degré et l  intensit   de la violence subie par les Palestiniens dans le territoire palestinien occupé (TPO) et devraient inciter la communauté internationale à réagir par des actions décisives et significatives visant à mettre fin à l  entreprise coloniale d   Israël et à l  impunit   dont jouissent tous les responsables de la création, du maintien et de l  expansion des colonies israéliennes et de la violence perpétrée par les colons israéliens transférés illégalement. Si le [Royaume-Uni](#), les [  tats-Unis](#) et plusieurs [  tats européens](#) ont impos   des sanctions    l  encontre d   une poignée de colons israéliens de bas niveau pour leurs violences et leurs attaques contre les Palestiniens, ces sanctions n  ont en aucun cas visé les véritables décideurs politiques responsables de ces actes illégaux. Au fil des décennies, les hauts responsables du gouvernement et de l  arm  e israéliens, ainsi que le système judiciaire israélien, ont créé un environnement dans lequel la violence des colons peut se développer sans entrave.

Les attaques des colons ont également été dénoncées par le procureur de la Cour p  onale internationale (CPI), Karim A. A. Khan KC, qui s  est [déclaré explicitement préoccupé](#)    par le pic, l  augmentation, du nombre d   incidents signalés d   attaques par des colons israéliens contre des civils palestiniens en Cisjordanie à, et a [annonc  ](#) que ces attaques feraient l  objet d   une enquête. Alors que les efforts internationaux restent insuffisants pour s  attaquer aux causes profondes de la violence des colons, nos organisations exhortent la communauté internationale à traiter la violence des colons comme une question de politique et non comme de simples incidents sporadiques, et à accorder l  attention nécessaire au lien de causalité entre les actes odieux commis contre diverses communautés en Cisjordanie et les hauts fonctionnaires responsables du transfert des colons israéliens et de l   tablissement et du maintien des colonies, ainsi que de la création d   une culture d   impunité qui encourage encore davantage les incursions illégales sur les terres palestiniennes.

Tout comme l  assaut en cours sur Gaza, l  escalade actuelle en Cisjordanie ne vient pas de nulle part. Entre le 1er janvier et le 31 octobre 2023, il y a eu au moins 1 038 incidents de [violence de la part des colons](#). Depuis le 7 octobre 2023, les attaques de colons ont plus que [doublé](#), passant d   une moyenne de trois à huit incidents par jour. De même, le taux de Palestiniens déplacés a plus que doublé à une augmentation de près de 119 % à puisque 280 Palestiniens sont maintenant déplacés en moyenne chaque mois en raison des [démolitions](#). Ceci est le résultat direct de là [expansion des colonies](#) israéliennes, qui est à son plus haut niveau depuis le début de la surveillance de l  ONU en 2017, et de la désignation illégale par Israël d   une quantité record de terres de Cisjordanie comme [appartenant à l   tat](#).

Plus de [700 000](#) colons, soit 10 % des quelques 7 millions d'habitants d'Israël, vivent aujourd'hui dans 150 colonies et 128 avant-postes disséminés en Cisjordanie occupée, y compris dans la partie orientale de Jérusalem. Alors que les colonies sont autorisées par le gouvernement israélien, Israël qualifie les avant-postes d'illégaux. Pourtant, leur présence et leurs activités sont autorisées par l'armée israélienne et les forces de police, et leur formation est soutenue par Israël, y compris par le biais d'une régularisation rétroactive. Tous deux sont illégaux au regard du droit international.

L'article 49 de la Convention de Genève relative à la protection des personnes civiles en temps de guerre du 12 août 1949 (Quatrième Convention de Genève) stipule que « [l]a Puissance occupante ne pourra procéder à la déportation ou au transfert d'une partie de sa propre population civile dans le territoire qu'elle occupe ». En outre, l'Assemblée générale et le Conseil de sécurité des Nations Unies ont expressément reconnu et affirmé l'illégalité des colonies israéliennes dans le territoire palestinien occupé et l'applicabilité du cadre juridique susmentionné en raison du statut d'Israël en tant que puissance occupante. Ces transferts constituent un crime de guerre au sens de l'article 8(2)(b)(viii) du Statut de Rome de la CPI, auquel la Palestine est un État partie.

Le Haut Commissaire des Nations Unies aux droits de l'homme, Volker Türk, a affirmé dans un récent [rapport](#) au Conseil des droits de l'homme des Nations Unies que « les politiques de l'actuel gouvernement israélien semblent alignées, dans une mesure sans précédent, sur les objectifs du mouvement des colons israéliens visant à étendre le contrôle à long terme sur la Cisjordanie, y compris Jérusalem-Est, et à intégrer progressivement ce territoire occupé dans l'État d'Israël ». Compte tenu de l'existence de cette politique d'État, le déplacement forcé de Palestiniens qui s'ensuit constitue un crime contre l'humanité (transfert forcé, persécution et apartheid), conformément aux articles 7(1)(d), (h) et (j) du Statut de Rome de la CPI.

Recommandations pour une action immédiate

La violence des colons, y compris les attaques qui ont eu lieu vendredi et samedi, est le résultat direct du régime d'apartheid colonial israélien qui non seulement autorise, mais encourage, la dépossession des Palestiniens indignés de leurs terres. L'absence totale de responsabilité et de système judiciaire capable de rendre des décisions justes, impartiales et indépendantes a renforcé la détermination des colons illégaux à poursuivre leurs attaques violentes et destructrices qui privent les Palestiniens de leur vie et de leurs moyens de subsistance.

En conséquence, *Al-Haq*, *Al Mezan* et la PCHR :

- Demandent instamment aux États tiers d'imposer des sanctions (y compris le gel de tous les actifs sous le contrôle de l'État concerné) à l'encontre de personnalités telles que le Premier ministre Benjamin Netanyahu, le ministre de la Sécurité nationale Itamar Ben-Gvir, le ministre de la Défense Yoav Gallant et le ministre des finances Bezalel Smotrich, entre autres, dont les politiques et les plans prévoient l'expansion des colonies et l'appropriation de terres palestiniennes ;

- Appeler les États tiers à interdire l'importation sur leur territoire de biens et de services provenant de colonies illégales, ainsi que l'achat de biens auprès d'entreprises figurant dans la base de données des Nations unies et les investissements dans ces entreprises ;
- Appeler les entreprises et les institutions financières, conformément aux responsabilités qui leur incombent en vertu des principes directeurs des Nations Unies relatifs aux entreprises et aux droits de l'homme, à se désinvestir et à se désengager de l'entreprise de colonisation illégale d'Israël ;
- Inviter les États à suspendre leur assistance militaire et à appliquer un embargo bilatéral sur les armes à destination d'Israël, faute de quoi ils risquent d'être considérés comme complices de crimes de guerre, de crimes contre l'humanité et de génocide ;
- Exhorter les États tiers à reconnaître que le système judiciaire israélien fait partie intégrante du régime d'apartheid colonial israélien, à soutenir pleinement le travail de la CPI et de la Commission internationale indépendante enquêtée sur le territoire palestinien occupé, et à exiger davantage d'actions de leur part en réponse aux atrocités commises quotidiennement en Cisjordanie et dans la bande de Gaza. En particulier, le Bureau du Procureur de la CPI doit être aidé dans ses efforts d'investigation afin de pouvoir délivrer des mandats d'arrêt sans plus attendre ; et
- Appeler la communauté internationale à représenter par les Nations Unies à mettre de côté ses intérêts géopolitiques et économiques afin de s'attaquer aux causes profondes de la détresse palestinienne, en mettant fin à l'occupation et en démantelant le régime d'apartheid colonial d'Israël, et en garantissant ainsi le respect du droit collectif du peuple palestinien à l'autodétermination.

***Al-Haq** est une organisation non gouvernementale palestinienne indépendante de défense des droits de l'homme basée à Ramallah, en Cisjordanie. Créée en 1979 pour protéger et promouvoir les droits de l'homme et l'état de droit dans le territoire palestinien occupé (TPO), l'organisation jouit d'un statut consultatif spécial auprès du Conseil économique et social des Nations unies.*

Source : [Al-Haq](#)

Traduction ED pour l'Agence Média Palestine

date création
2024/04/17